



Sommer 1942 in Quillan

V. I. n. r. 3. R.: N. Gengler, Ch. Reiffers, Eugène Leger

„Rapport de Charles Reiffers d'Ettelbruck sur son activité en France 1941-1944

Je suis né à Breitfeld (Weiswampach) le 1^{er} septembre 1920 comme fils de Michel Reiffers, employé de Chemin de Fer. Je passais mon école primaire à Troisvierges et terminais mes études secondaires à Diekirch en 1941. A cause de mon attitude antinazie je ne fus pas admis à l'examen de maturité, sur ordre du Gauleiter, ordre qui concernait encore trois autres camarades. Etant de la classe qui devait se présenter au service du travail allemand le 6 octobre 1941 je résolus de quitter le pays, décidé à ne porter jamais un uniforme allemand. Le 1^{er} octobre je quittais mes parents, les laissant dans l'incertitude des suites que ma désertion devait entraîner. Je partis pour Mulhouse où je rencontrais encore trente-deux autres camarades qui attendaient déjà et ensemble nous franchîmes la frontière alsacienne, accompagnés d'un passeur qui nous fit passer également la ligne de démarcation. Arrivés en zone libre française, où nous avions espéré trouver un refuge, nous fûmes pris à part de suite par le commissaire de police spéciale de Bolligny qui nous fit entrevoir trois solutions pour régler notre situation: s'enrôler dans la légion étrangère française, obéissant aux ordres de Vichy; s'affilier de bon gré à un camp de travailleurs étrangers; ou bien se faire refouler. Résolus de ne prendre aucune solution, avant d'avoir pris contact avec des autorités luxembourgeoises, nous refusâmes catégoriquement, n'étant nullement au courant de la situation intérieure française. Cette attitude nous valut d'être conduits deux jours plus tard, escortés par des gendarmes, au Fort

de Chapoly dans les environs de Lyon. Là nous logions dix jours, très mal nourris dans des piaules sans hygiène, et sous les ordres de la police de Vichy. Notre sort était tellement dur, que plusieurs parmi nous s'évadèrent et rentrèrent pour se présenter aux autorités occupantes.

Après ce délai de dix jours, nous fûmes conduits, de nouveau sous fortes escortes, à Uriage-les-Bains pour être incorporés dans un camp de travailleurs étrangers qui était chargé de construire des barrages dans la région alpine de Bourg d'Oisans. Le mois de novembre approchait et nous ressentions durement le froid de cette région peu hospitalière à des travailleurs dépourvus de vêtements chauds. On nous faisait travailler dans les galeries qu'on creusait à travers les Alpes, dans une poussière opaque et dans de l'eau qui nous montait jusqu'à la cheville. Beaucoup parmi nous tombèrent malade. Comme cette situation ne pouvait durer, nous expliquâmes notre cas sérieusement au chef-ingénieur, qui à la fin nous renvoya au camp à Uriage-les-Bains. Ne sachant plus que faire de nous et ne voulant pas nous donner satisfaction en nous laissant partir pour Montpellier, la direction du camp nous envoya finalement au camp militaire de La Valbonne pour faire des travaux de génie. La nourriture y était malsaine, les barraquements défectueux et le salaire se chiffrait à 13,50 Frs par quinzaine. Ostensiblement on nous traitait en indésirables et on voulait absolument nous dégoûter. Une bonne camaraderie, la pensée à l'envahisseur de notre chère patrie,

nous aidèrent à éloigner la mauvaise humeur et à surmonter la nostalgie naissante. Pendant ce temps Monsieur l'abbé Majerus s'occupait beaucoup de nous. Il parla de vive voix de notre situation au cardinal Gerlier et après beaucoup de démarches il réussit à libérer maints étudiants du camp et leur facilita leur entrée à l'université de Lyon. Je n'étais pas de ces heureux et devais rester au camp. Espérant atteindre notre but quand-même, arriver en Angleterre, je m'évadais du camp en compagnie d'un camarade et ensemble nous allions voir le consul américain à Lyon. A ce moment nous nous trouvions sans pièces d'identité, les nôtres étant restées au camp. Le consul américain nous reçut très bien et nous donna une lettre de recommandation pour Monsieur Louis Knaff, chef de la Croix-Rouge Luxembourgeoise à Montpellier. Celui-ci fit tout pour améliorer notre sort et nous conseilla de partir pour Digne, petite cité basse-alpine, où la plupart des jeunes Luxembourgeois réfractaires se trouvaient à ce moment dans des chantiers ruraux. Arrivés à Digne, comme il nous était impossible de faire autant à cause de notre manque de pièces d'identité, nous prîmes du travail chez un marchand de bois avec huit autres camarades. Celui-ci nous envoyait sur son chantier à Tanaron, environ vingt kilomètres de Digne pour couper et descendre du bois. Nous voilà donc bûcherons. C'était vraiment le temps le plus dur de mes trois années passées en France. Logés dans une petite cabane, sans lit, sans eau, où la neige nous ensevelit la nuit, nous étions contraints à faire nous-mêmes la cuisine où il manquait exactement de tout. Puis il fallait affronter un travail très dur sans vêtements chauds, sans nourriture adéquate et moyennant un salaire de quarante-cinq francs par jour. Plusieurs de nos camarades tombèrent malades et durent être transférés à l'hôpital de Digne. Entretemps j'avais réussi à avoir l'adresse du docteur Marx. Je lui écrivis et il nous offrait deux places dans sa clinique qu'il tenait à Quillan, petite cité aux abords des Pyrénées. Le 23 janvier Nic. Gengler et moi partîmes pour Quillan et enfin nous étions à l'abri de toutes les chicanes pétainistes. Beaucoup de jeunes Luxembourgeois doivent de la reconnaissance au docteur Marx. Il soignait la plupart de ceux qui étaient tombés malades dans sa clinique et aidait tous ceux qui étaient dans la misère. Sous sa direction nous formions bientôt un petit cercle de résistance, en étroite liaison avec un centre de résistance belge qui se chargeait de transmettre nos renseignements à Londres. En août et septembre 1942, la première fois accompagné par Leger Eugène, la seconde fois par Krieps Emile actuellement à l'armée, j'entrepris le long voyage à travers la Belgique jusqu'à Luxembourg, pour faire un rapport sur la situation politique et écono-

mique et pour prendre des renseignements militaires. Rentrés en France ces renseignements furent transmis à Londres par la voie indiquée. A ces occasions nous ramenions en France un réfractaire Monsieur René Konen de Binsfeld ainsi qu'un prisonnier français M. Henri Chomet de Montluçon. En même temps nous nous occupions activement à Lyon au consulat américain pour obtenir des papiers en règle afin de gagner l'Angleterre par l'Espagne et le Portugal. Le consul espagnol refusait le visa de transit par l'Espagne à tous ceux en-dessous de 32 ans, classes susceptibles d'être enrôlés en Amérique et en Angleterre. Averti à ce sujet, le consulat américain falsifiait nos passeports, mais le consulat espagnol, s'en doutant, demandait des papiers luxembourgeois authentiques. Un seul avait eu la chance d'obtenir le visa espagnol, M. Aloyse Schiltz. Pendant notre deuxième retour à Luxembourg, nous nous occupions à collectionner des centaines de cartes d'identité luxembourgeoises, des certificats de naissance et de baptême en blanc et des cachets luxembourgeois, sûrs que nos démarches allaient aboutir enfin. Malheureusement les Allemands occupèrent la zone libre le 2 novembre et anéantissaient à nouveau nos espoirs.

De ce fait notre situation à Quillan devenait précaire aussi, car la Gestapo commençait ses ravages et le péril pour les Luxembourgeois devenait énorme. Comme toute la correspondance était contrôlée dorénavant par la Gestapo, le docteur Marx m'envoya faire une tournée à travers toute la zone Sud pour passer des consignes à tous les jeunes Luxembourgeois, pour recueillir leurs adresses en vue de constituer les dossiers qui devaient servir plus tard à créer des maquis. Pendant ce voyage, Monsieur Louis Knaff de Montpellier me remit des cartes d'identité ainsi que des cartes d'alimentation françaises pour Monsieur et Madame Antoine Funck que je leur remettais personnellement à Lyon deux jours avant leur départ en Suisse.

De retour à Quillan, une pneumonie suivie d'une pleurésie aiguë me jeta au lit pour quarante-deux jours. Pendant ce temps mon camarade Gengler Nic. partait pour la frontière espagnole; j'aurais bien voulu l'accompagner, mais mon état de santé ne le permettait pas.

En janvier 1943 après six jours de convalescence, je devais quitter précipitamment Quillan parce que la Gestapo avait repéré notre refuge. Je remontais à Lyon pour rejoindre mon ami Nicolay Henri. Dans cette ville il devenait de plus en plus difficile de circuler librement avec nos cartes d'identité luxembourgeoises à cause des rafles opérées par la Gestapo. Il fallait songer sérieusement à se procurer des cartes d'identité françaises fausses. Nous nous présentions donc au greffe

d'un juge de paix en compagnie de trois témoins et nous réussîmes à nous faire dresser des actes de notoriété établissant la nationalité française en tant que Lorrains. Avec ces actes nous obtenions au commissariat de police des cartes d'identité régulières et enregistrées. Pour obtenir la carte d'alimentation il nous fallait passer à la sûreté française, plutôt vichyssoise, où après un interrogatoire minutieux, durant lequel nous ne bronchions pas, nous obtînmes un certificat qui nous permit d'obtenir toutes les cartes nécessaires. Nous avions cru avoir trouvé la 'vraie combine', mais nos camarades qui nous suivirent quelques jours après eurent du mal à s'en tirer. Avec ces papiers bien en règle, nous avions la faculté de suivre des cours à l'Université où nous avions pu entrer grâce à Monsieur l'Abbé Majerus et Monsieur l'Abbé Reckinger qui nous aidait partout où il pouvait. Chaque jeudi sa demeure était le rendez-vous de tous les jeunes Luxembourgeois 'Lyonnais'. Ils y vinrent passer quelques heures d'insouciance et emportèrent de bons conseils et de l'appui moral pour toute une semaine.

Pendant ce temps les boches enrôlaient de plus en plus de jeunes Luxembourgeois et les réfractaires arrivaient en masse. Il devint un devoir pour nous de les aider à se tirer d'affaire. Comme nous ne pouvions pas les drainer vers l'Espagne, la frontière étant hermétiquement close à cause des zones réservées que les Allemands avaient créées. D'un autre côté les Français gaullistes que nous fréquentions nous déconseillèrent le passage en Espagne, nous disant que notre présence en France deviendrait nécessaire plus tard pour combattre au maquis lors du débarquement.

Il fallait donc trouver un moyen pour assurer aux jeunes réfractaires autant de sûreté que possible en France même. A ce moment il existait déjà un centre luxembourgeois aux Ancizes St. Georges dirigé par MM. Albert Ungeheuer de Differdange et Emile Guirsch de Bascharage; le premier a été fusillé au camp de concentration de Natzweiler. En étroite liaison avec eux nous, Henri Nicolay et moi organisons un second centre à Lyon, précieusement aidé par M^e Lahr de Thionville qui faisait de la cause luxembourgeoise la sienne. Déjà auparavant il nous avait fourni des centaines de cartes fausses pour nos camarades qui se trouvaient à la campagne.

Nous discutons avec lui la marche à suivre et nous convenons à établir à Lyon un service à double direction à savoir: établir des fausses cartes pour Luxembourgeois, Lorrains et Français réfractaires; prendre contact directement avec la mère-patrie et les organisations clandestines luxembourgeoises pour amener une arrivée aussi grande que possible de jeunes réfractaires et pour soustraire par cela même un nombre aussi élevé que possible de

jeunes gens à la machine de guerre allemande. En même temps nous envisagions d'organiser un service d'espionnage, dont nous allions fournir les renseignements au capitaine Bergier qui était en liaison avec Alger et nous étions sûrs par cela même que nos renseignements pouvaient servir aux Alliés. Malheureusement il a été fusillé quelques mois après à Mâcon par les Allemands.

Les jeunes réfractaires, envoyés par les organisations luxembourgeoises, nous arrivaient aux adresses indiquées d'avance avec leur petit paquet et sans argent français. Nous les logions dans un hôtel bien à l'abri de la Gestapo. Là on prit leur identité et sans qu'il fallût qu'ils se dérangent, avec l'aide précieuse du secrétaire de police de Villeurbanne à qui M^e Lahr nous avait présentés, il nous était possible de fournir à nos compatriotes des cartes d'identité françaises régulières et enregistrées. Pour ça il fallait choisir minutieusement leur âge, leur nom et le groupe linguistique, pour donner aux cartes une valeur réelle. Pour obtenir les cartes d'alimentation et autres il fallait emmener tous ces jeunes gens aux bureaux. D'abord il fallait passer chez Monsieur Salens, chef du service des réfugiés lorrains. Complètement dévoué à notre cause il nous établissait les certificats nécessaires. Avec ces certificats nous présentions les réfractaires au ravitaillement central qui à son tour autorisait la délivrance des cartes d'alimentation à un bureau d'arrondissement. Il fallait les accompagner tous, d'une part pour les tenir hors de tout danger et d'autre part parce que la plupart d'entre eux ne savaient pas parler le français.

Quand toutes les cartes étaient en bonne et due forme, nous repassions chez Monsieur Salens qui leur délivrait un certificat les autorisant à échanger cinq cents Marks et leur procurait un contrat de travail pour la région du Puy-de-Dôme. Les Marks furent échangés à la Banque de France sans complication, le directeur étant gagné à notre cause.

Mais tout cela exigeait bien du travail de notre part et nous exposait journallement aux plus grands risques: courir toute la journée à travers une ville empestée de Gestapo, en compagnie de jeunes inaccoutumés à cette vie, trop souvent imprudents et ne soupçonant pas les dangers qu'ils couraient.

Notre organisation fonctionnait à merveille et nous étions à même de régler la situation d'au moins douze réfractaires par jour. En tout nous avons dépanné 400 à 600 Luxembourgeois sans compter les tas de Lorrains et de Français réfractaires. Ont mérité particulièrement de tout ce travail MM. René Lahr, Emile Salens, Camille Houcheringer, Paul Seurre, Berwick Jos., René Konen, Gaston Poncin, Besch Fernand, Nicolay Henri et Reiffers Charles.

Tout le temps nous étions en étroite collaboration avec l'organisation luxembourgeoise qui fonctionnait à Clermont-Ferrand sous la direction de Albert Ungeheuer, Guirsch Emile et Ernest Lorang. Réciproquement nous nous aidions quand l'affluence devenait trop grande.

Quatre fois de suite, en compagnie de Emile Guirsch et de Konen René je revenais au Luxembourg pour prendre contact avec les organisations clandestines luxembourgeoises. Il nous fallait passer clandestinement la frontière, chargés des lettres de jeunes réfractaires pour leur parents. Il fallait passer les contrôles des douaniers allemands avec des fausses cartes d'identité luxembourgeoises. A Luxembourg nous étions en contact avec la L.P.L. dirigée par Hubert Glesener et Pierre Maroldt, tous les deux fusillés, à Mersch avec Laux Emile chef de la L.V.L. également fusillé et à Esch avec Paul Langers que je rencontrais en compagnie de Henri Nicolay, à Differdange avec Josy Goerres. C'étaient eux qui s'occupaient du triage des déserteurs, leur faisant passer la frontière française, précieusement aidés à ce travail par Hélène Nicolay et Andrée Sibold. Une fois la frontière passée, ils se dirigeaient vers Lyon ou Clermont-Ferrand. En route ils pouvaient trouver refuge chez M. Philippe Nicolay à la Ferme de Caulre ou bien dans maintes familles luxembourgeoises de Paris. Telles sont les grandes lignes suivant lesquelles notre organisation travaillait. — Chaque fois que nous retournions en France nous étions chargés d'une douzaine de valises contenant des effets pour nos camarades, et accompagnés d'une demi-douzaine de réfractaires ou réfugiés politiques, entre autres: Jean Fettes, Auguste et Bernard Konen etc. (une comptabilité très détaillée s'avérait trop dangereuse à ce moment). En outre nous portions sur nous des documents fort intéressants que nous devions passer à Alger par l'intermédiaire du capitaine Bergier.

En lisant tous ces détails on pourrait croire que nous avons dû être subventionnés de

quelque part. Mais tel n'était pas le cas et la cause luxembourgeoise en souffrait beaucoup. Notre gouvernement à Londres nous oubliait et les autorités luxembourgeoises se trouvant encore en France se désintéressaient craignant des suites fâcheuses. La seule subvention que nous reçûmes se chiffra à 2.250 Rm. envoyés par Hubert Glesener. Là dessus était basé tout notre travail.

En janvier 1944 notre activité devait cesser d'un seul coup. La Gestapo avait réussi de faire envoyer par les organisations luxembourgeoises des traîtres. Ce procédé permit à la Gestapo de connaître nos filières. D'abord au Puy-de-Dôme il réussirent à appréhender Albert Ungeheuer, Lorang Ernest, Marcel Jung et bien d'autres. Au Luxembourg même, ils avaient réussi à arrêter Hubert Glesener, Maroldt Pierre, Laux Emile, Langers Paul, Hélène Nicolay, Andrée Sibold etc. A Lyon ils réussirent à arrêter Jos. Berwick. Avertis nous découchions et pas trop tôt. En fouillant nos chambres ils ne trouvèrent que nos vêtements. Jos. Berwick réussit à s'évader au bout de dix jours et nous mit au courant que Henri Nicolay et moi étions particulièrement recherchés. Nous décidions de partir pour Paris pour être mieux à l'abri. Là nous reprîmes immédiatement contact avec les organisations clandestines et leur rendîmes de précieux services. Nous pouvions leur procurer le plan détaillé de tous les stocks de vivres que les Allemands avaient préparés dans les différents arrondissements et ceci eut des conséquences heureuses dans l'approvisionnement des F.F.I. En outre nous réussîmes à sauver les anciens dossiers de la Légation luxembourgeoise et les confiaient aux bons soins de Monsieur Siegen.

Dès la libération de Paris le service interallié de renseignements nous prit dans ses services et nous envoyait en mission au Luxembourg. C'est ainsi que le 13 septembre 1944 nous revîmes notre chère patrie. Nous restions dans ce service du côté français jusqu'au jour de la victoire finale, où nous demandions notre démobilisation."

Weitere Einzelheiten über die Tätigkeit von *Charles Reiffers und Henri Nicolay* im Rahmen der Resistenzorganisationen enthalten später ausgestellte Zeugnisse und beglaubigte Dokumente, von denen wir nun die wichtigsten anführen:

1. „Emile Salens, ex-chef du Service de Reclassement des Réfugiés pour le Département du Rhône, actuellement chef de la section 'Accueil et Hébergement' du Ministère des Prisonniers Déportés et Réfugiés dans le Département du Rhône,

certifie avoir pendant l'occupation organisé dans ses bureaux à Lyon, 6 rue Pravaz, des filières de dépannage pour fournir des papiers aux Alsaciens-Lorrains et aux Luxembourgeois fuyant l'enrôlement dans les Armées ennemies ou désertant celles-ci.

Cette organisation a dépanné par la même méthode des réfractaires, des résistants et même de très nombreuses familles israélites (3.000 environ), ce qui a permis de sortir dans l'ensemble des griffes de l'occupant plus de 20.000 personnes environ (le chiffre exact n'est pas connu du fait que nous n'avons pas gardé de comptabilité et pour cause. .).

Emile Salens a connu, lors de son arrivée à Lyon et au moment de la création de ce service de dépannage par l'intermédiaire de M^e Lahr, notaire à Thionville et expulsé A.L. en résidence à Lyon, Messieurs Nicolay Henri et Reiffers Charles tous deux sujets luxembourgeois.



Pfingsten, 28. 5. 1944, bei Paris

Eine französische Familie nahm sie auf: israelitische Flüchtlinge, Ch. Reiffers (Mitte oben) und Henri Nicolay (2. v. r.)

Ces deux personnages nous ont amené leurs compatriotes afin que nous les aidions à se garantir des poursuites des agents de l'ennemi. Ces Luxembourgeois au nombre de 4 à 600 environ¹⁾ étaient pour la plupart des déserteurs de l'armée allemande où ils avaient été incorporés de force, ou bien se trouvaient être des réfractaires fuyant leur pays pour échapper à l'incorporation ou encore, des personnes recherchées par la Gestapo pour faits de résistance.

Messieurs Nicolay Henri et Reiffers Charles ont de plus offert spontanément leur concours pour travailler dans notre organisation et ainsi nous aider à dépanner des Français, des Américains (aviateurs prisonniers évadés), des Israélites, etc.

Nous ne pouvons que rendre témoignage du courage et de l'abnégation de ces deux patriotes luxembourgeois dans toutes les tâches qui leur ont été confiées... Nous pouvons de plus certifier que ces deux agents ont travaillé pour le compte de M. Bergier, Chef Régional du 2^e Bureau Français avec qui nous étions en rapport et qu'ils ont accompli pour lui diverses missions périlleuses. M. Bergier hélas ne peut plus certifier de ce travail, puisqu'il est mort au champ d'honneur à Mâcon lors de la libération, mais nous pouvons certifier ce magnifique travail ayant été mis au courant par M. Bergier notre ami."

2. „Paul Seurre, Président de la Confédération Nationale des Maquis de France et de la Résistance Active, résidant à Lyon, certifie que M. Charles Reiffers, dit ‚Leroy‘ dans la résistance, a été connu par moi lors de l'occupation. Son activité consistait particulièrement à assurer le départ de ses compatriotes luxembourgeois et leur passage en zone libre où il leur procurait fausse identité et moyens d'existence."

3. „Dr. Charles Marx, chirurgien à Ettelbruck, Médecin-Commandant de Réserve, Membre du Comité Médical de la Résistance, Ancien Directeur du Service de Santé des F.F.I. pour la Zone Sud,

certifie que M. Charles Reiffers m'a aidé personnellement de janvier 1942 à janvier 1943 à Quillan (Aude) à placer, à cacher et à faire passer en Espagne de nombreux Luxembourgeois réfractaires ou déserteurs de la Wehrmacht et à les munir de faux-papiers.

Recherché par la Gestapo, il a dû entrer dans la clandestinité, mais a continué néanmoins à faire de la résistance active. Il avait fait partie d'un service de renseignement (ligne Charlotte du Réseau Mithridate du B.C.R.A.) pour lequel il a effectué des missions dangereuses."

¹⁾ 45 von ihnen werden namentlich aufgeführt.

4. „Louis Knaff, Capitaine des F.F.I., Directeur du Journal d'Alsace (Strasbourg), Délégué de la Croix-Rouge Luxembourgeoise en France de 1940 à 1945,

atteste, ayant été en contact étroit avec Charles Reiffers dès l'année 1942, que celui-ci a fait partie des organismes de Résistance Luxembourgeois et Français en France...”

5. „Le Lieutenant-Colonel Roulier, Chef des Détachements précurseurs des Services spéciaux Mission Zone Nord,

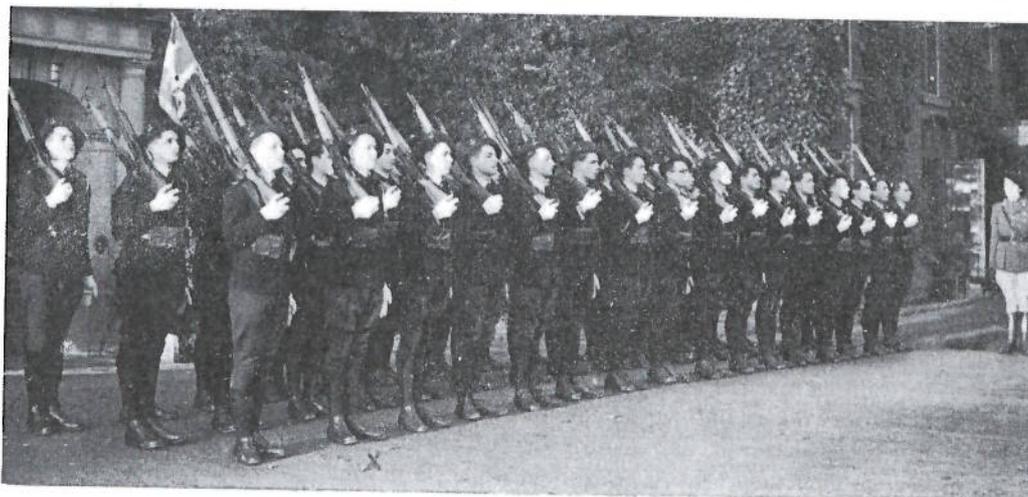
certifie que M. Fernand Boulier¹⁾ est un membre reconnu des Forces françaises combattantes et est autorisé à se vêtir en civil. Il relève de la Justice militaire; la force publique lui doit aide et protection.”

6. „Paris, le 5 septembre 1944. — Mr. Fernand Boulier, né le 24 mars 1908 à Paris XVIII, est chargé d'une mission urgente par la Direction des Services Spéciaux. Il a ordre de se rendre au Luxembourg et utilisera à cette fin la voiture Delahaye 8842 RN3. Les autorités civiles et militaires françaises et alliées sont requises pour lui apporter aide et protection dans l'exercice de sa mission” (signature illisible).

7. „République Française. Présidence du Gouvernement Provisoire. — Service de la Défense Nationale (D.G.E.R.).

Mr. Charles Reiffers est chargé par les Services de la Défense Nationale de se rendre au Luxembourg... Durée de la mission: Indéterminée” (signature illisible).²⁾

Unter den wenigen Flüchtlingen, denen es gelingt, über Spanien nach England zu ziehen und sich dort militärisch ausbilden zu lassen,³⁾ befindet sich *Aloyse Schiltz* (seit einiger Zeit Angestellter bei der Firma G. Jacquemart in Luxembourg), über dessen Odyssee folgende Einzelheiten in Erfahrung gebracht werden konnten. Im Oktober 1941 hatte er, nachdem — wie bereits angedeutet — eine Liste der LFK in die Hände der Gestapo gefallen war, nach Frankreich flüchten müssen. In den folgenden Monaten half er, wie so mancher seiner Ettelbrücker Kollegen und Landsleute und um etwas Geld zu verdienen, zu Ste Croix bei Montpellier in der Weinlese aus. Ganz mittellos kam er dann über Digne nach Lyon zurück, wo die französische Familie Foraz sich seiner großzügig annahm. Mit ihrer Hilfe gelangte er im Juni 1942 über die Pyrenäen und Spanien nach Portugal. Die englische Botschaft in Lissabon zeigte ihm ein taubes Ohr bis zu dem Tag, da er ihr ein zufällig erlaushtes Gespräch von deutschen Spionen über gewisse Schiffsbewegungen auf der hohen See rapportieren konnte. Nun wurde er sofort — es war dies am 3. 9. 1942 — in einem Militärflugzeug von Lissabon nach London gebracht. Die dort ansässige Luxemburger Regierung half ihm so gut wie möglich. Schließlich wurde er zur Offiziersschule des Général de Gaulle



Aloyse Schiltz ×

An der „Ecole des Cadets de la France Libre” in England, 1943

¹⁾ Untergrundsname von Ch. Reiffers anfangs 1944.

²⁾ Diese Dokumente befinden sich alle im Besitz von Ch. Reiffers.

³⁾ Cf Henri Koch-Kent, op. cit., in Revue, Letz. Illustre'ert, 4. 2. 1967, S. 13.

(„Ecole Militaire des Cadets de la France Libre“ in Worcestershire-Großbritannien) zugelassen, wo er vom 12. 12. 42 bis März 1944 als Mitglied einer Spezialtruppe ausgebildet wurde. Von März bis Juli 1944 verweilte er in der „Ecole de Parachutage“ und in der „Ecole des Commandos“, so daß er im Juli 1944 mit seiner Einheit bei Charleville-Ardennes hinter die Frontlinie parashutiert werden konnte mit dem Auftrag, den Deutschen auf ihrem Rückzug zu Leibe zu rücken und sich beim Anrollen der Amerikaner der 5. Panzer-Division anzuschließen und mit dieser nach Luxemburg vorzudringen.

Andere, wie *Louis Colling*, desertieren bei der Wehrmacht und gelangen als Kriegsgefangene nach Edinburgh (England) und von dort nach Manchester, wo sie dem luxemburgischen Freiwilligenbataillon und später der Brigade Piron beitreten. Unter diesen Luxemburger Freiwilligen in England befinden sich schließlich 7 Ettelbrücker: *Joseph Alzin*, der mit andern Luxemburger Freiwilligen zur Leibwache der Großherzoglichen Familie gehört, *Jean Berns*, *Louis Colling*, *Jean Ludewig*, *Aloyse Schiltz*, *Willy Wagner* und *Michel Weiler*.¹⁾

Schließlich sei noch vermerkt, wie es *Paul de Marie*, geboren am 29. 6. 1922 in Ettelbrück, auf seine Weise gelingt, am RAD und an der WM vorbeizukommen; da er sich von 1941-42 studienhalber in Malonne (bei Namur) aufhält, geht er gelegentlich der Einberufung zunächst bei der Familie Cornelius zu Arlon ins Versteck, um dann, nach deren Abführung ins KZ, bis zu Kriegsende nach Brüssel zu verziehen.

Derselbe Widerstandsgeist gibt sich nun auch zu Hause kund. Als die SA, die am 16. 4. 1941 aus dem Stoßtrupp der VDB hervorgegangen war, auch weiterhin Fenster einwirft, wird ihr mit gleicher Münze heimgezahlt, und es klingen eines Nachts bei einem Nazibäcker die Fensterscheiben in tausend Stücken auf.

Die Antwort läßt allerdings nicht auf sich warten. Der Widerstand, der überall spürbar ist, soll nun ganz prompt mit Terror und brutalen Strafaktionen gebrochen werden. So wird in der ebenerwähnten Angelegenheit der Uhrmacher Johann Juchem als Geisel verhaftet, vom 11. bis zum 21. 10. 1941 eingesperrt und obendrein — obwohl unschuldig — mit einer Buße von 575 RM belegt.²⁾

Einen weit größeren Effekt soll *die klug angelegte Fahnenaktion* erwirken. „Die Deutschen hatten — so schreibt uns darüber ein Augenzeuge — für den Kirmessonntag, 5. Oktober 1941, einen großen Fußballmatch zwischen Wiltz und Ettelbrück zugunsten des WHW aufgezogen. Um das Spielfeld herum standen hohe Stangen, von denen lange Hakenkreuzfahnen ganz rot herableuchteten. Der Match ging vorüber und die Leute verzogen sich, nur das Spielfeld blieb mit seinen Hakenkreuzfahnen zurück. In der Nacht aber verschwanden diese und schwammen die Alzette hinunter. Da man die Schuldigen nicht fand, ließ die Kreisleitung am 7. Oktober 21 Ettelbrücker auf die Polizei rufen. Sie blieben bis 3 Uhr im dortigen Arrestlokal sitzen und dann nahm das berüchtigte Auto mit der Aufschrift ‚Pol‘ sie ins Gefängnis nach Stadtgrund mit. Sie waren als Geiseln in der Fahnen-geschichte vom Kirmessonntag verhaftet worden und sollten bis zur Auffindung der Schuldigen im Gefängnis verbleiben. In den nächstfolgenden Tagen wurden sie zum Verhör in die Villa Pauly abgeführt und hatten dort Gelegenheit sich etwas genauer mit den Nazi-methoden vertraut zu machen. Am Freitag den 10. Oktober, um 2 Uhr nachmittags, traten sie auf dem 2. Stockwerk an und wurden dann in den Keller geführt. Dort teilten ihnen zwei Gestapomänner feierlichst mit, daß man sie als Terroristen und Separatisten betrachte, und daß man sie auch dementsprechend behandeln wolle. Wenn man bis zum 17. Oktober um 5 Uhr die Schuldigen nicht gefunden hätte, kämen sie alle ins KZ und ihre Frauen und Kinder würden nach Polen deportiert werden. Um das ‚Ettelbrücker Verbrechen‘ zu sühnen,

¹⁾ Henri Koch-Kent, ib., 11. 2. 1967, S. 32-38; 4. 3. 1967, S. 38; Général Jean Piron, Souvenirs 1913-1945, 1969 (mit Fotos von der Brigade Piron).

²⁾ Fr. Rasqué, Das Oesling im Krieg, S. 259 (frei zitiert).